



Cafouillage dans la logistique, perturbation des chaînes d'approvisionnement, explosion de la demande des matières premières sur les marchés internationaux, etc, la crise covid a pris de court les industriels. Côté approvisionnement, c'est la course aux matières premières. Avec une demande qui monte en flèche, une spéculation effrénée et une menace récurrente de pénurie, les prix des produits de base continuent toujours de grimper. Un tel changement brusque au niveau des coûts ne peut être sans conséquences sur la compétitivité des entreprises tunisiennes.

Quel est l'impact de la flambée des prix des matières premières sur la compétitivité des unités locales ? Y-aura-t-il des répercussions sur l'inflation et sur le pouvoir d'achat des Tunisiens? C'est dans l'optique de répondre à ces interrogations que l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) a organisé, récemment, un débat en ligne portant sur le thème "l'augmentation des prix des matières premières, souci d'inflation et de compétitivité".

Ouvrant le débat avec un aperçu général sur l'évolution des cours internationaux, Amine Ben Ayed, patron de Misfa, a mis l'accent sur l'augmentation des prix qui a touché pratiquement toutes les matières premières entre 2020 et 2021. Pour la catégorie des produits agricoles, les hausses sont relativement importantes. A titre d'exemple, le prix du café a augmenté de 36%, le coton de 5% et le blé de 29%.

S'agissant des métaux, les cours ont monté en flèche avec des proportions qui ont, parfois, dépassé les 200% comme c'est le cas pour l'acier, dont le prix a augmenté de 220%. Le prix du cuivre s'envole de 86%, celui de l'aluminium de 73% et de l'argent de 59%. Pareil pour le prix de l'énergie, notamment du pétrole et du gaz naturel, qui a pratiquement doublé.

Industrie pharmaceutique: la matière première, otage de l'Inde et de la Chine

Une des industries stratégiques, connue pour sa compétitivité à l'échelle régionale, est le pharmaceutique. Malgré la recrudescence des ruptures des chaînes d'approvisionnement due à des mesures de restriction imposées par les plus grands fournisseurs de principes actifs, en l'occurrence l'Inde et la Chine, les industriels tunisiens ont su jongler avec les difficultés et ont pu subvenir aux besoins du marché local en médicaments sans interruption. C'est ce qu'a souligné Zied Jardak, secrétaire général de la Chambre nationale de l'industrie pharmaceutique lors de son intervention. Il a affirmé que la crise covid était une véritable épreuve pour le secteur. La surconsommation de certains médicaments comme le paracétamol et l'Hydrochloroquine a entraîné une pression au niveau de la demande des principes actifs, nécessaires à leur production, ce qui a engendré une envolée des prix. "En 2020, c'était la course aux matières premières. La demande était supérieure à l'offre ce qui a engendré une rupture au niveau de la Supply Chain. Des restrictions d'exportation de certains principes actifs, imposées par l'Inde, ont accentué cette pression. Par exemple, pour les principes actifs de l'hydrochloroquine et du paracétamol, le prix du kilo a grimpé, respectivement, de 100% et 200%", a-t-il précisé.

Jardak a ajouté que ces mutations observées dans le secteur ont le mérite d'ouvrir les réflexions sur les moyens d'anticiper les ruptures de stock en recourant notamment aux achats groupés. L'intervenant a également évoqué la dynamique de relocalisation qui offre à la Tunisie l'opportunité de devenir la pharmacie de l'Europe.

Industrie textile : la Tunisie, lésée par la politique de deux poids deux mesures, menée par l'Europe

Evoquant les résultats d'une enquête menée, récemment, auprès des industriels textiles, Jean François Limantour, expert en stratégie de développement international pour les industries du textile et de la mode, a affirmé que le secteur assiste à une flambée des coûts des matières premières. Entre 2020 et 2021, les prix des fils de coton ont augmenté en moyenne de 35% à 60%. Les fils synthétiques de 20 à 60%

selon les références. Quant aux tissus, les tarifs ont augmenté de 15% à 25%. Les causes de cette hausse sont imputables, d'une part, à l'augmentation des prix du coton brut qui a dépassé les 80% et, d'autre part, à l'envolée du cours de pétrole et des prix du transport des conteneurs qui ont été multipliés par trois.

“Il n’y a pas de problèmes de pénurie, par contre, des problèmes de logistique, de financement d’approvisionnement et de stratégie d’approvisionnement ont fait leur apparition. Le textile tunisien dépend à 95% de l’approvisionnement en matières provenant de l’étranger. A court et moyen terme, il devrait y avoir une augmentation des prix de la matière première, et ce, pour deux raisons. La première est due à la répercussion des hausses du coton brut et des hydrocarbures que l’industrie en amont n’a pas absorbées. La deuxième raison est liée au fait qu’on est dans une situation de déséquilibre très fort entre l’offre et la demande. Personnellement, je pense que la situation va se normaliser au bout d’un an et demi, parce que le marché mondial du textile n’est pas très dynamique. On va atteindre un certain équilibre”, a indiqué l’expert. Et d’ajouter : “ L’entreprise tunisienne est prise entre les fortes hausses de la matière première, des distributeurs qui n’admettent pas que leurs fournisseurs augmentent les prix et un marché final où on ne peut pas augmenter les prix. La hausse des prix des matières premières est un mauvais coup pour le secteur parce qu’elle intervient après de graves difficultés liées à la crise covid-19. Il est du rôle du gouvernement de prendre des mesures énergiques pour aider le secteur à surmonter les difficultés”.

S’agissant des solutions qui peuvent être envisagées dans le cadre de la lutte contre la flambée des prix qui impacte la compétitivité des PME, Limantour a souligné l’importance des solutions technologiques dans la réduction du gaspillage des matières premières ainsi que dans l’optimisation de l’utilisation des tissus. Il a également mis l’accent sur la nécessité de créer une filière nationale de recyclage de déchets textiles. Un travail doit être également fait au niveau de la Commission européenne, pour permettre aux industriels tunisiens qui exportent vers le marché européen d’avoir la liberté de s’approvisionner sur le marché international. “Les règles d’origine européenne disposent, que pour qu’une entreprise tunisienne exporte à droit nul vers l’Europe, elle doit utiliser des matières originaires de l’espace Euromed, c’est-à-dire principalement d’origine turque qui détient le monopole dans la région. Un certain nombre de pays ont le droit de s’approvisionner partout dans le

monde pour fabriquer des vêtements exportables à droit nul sur le marché européen à l'instar de l'Afrique subsaharienne ainsi que de nombreux pays asiatiques et la Turquie. Quand la Tunisie a demandé un alignement à cette réglementation, la commission européenne a refusé. C'est intolérable, il y a deux poids deux mesures, il faut que le gouvernement s'en empare et exige l'aide, notamment de la France, pour permettre aux industriels tunisiens de s'approvisionner sur le marché international "-a-t-il conclu.

Une inflation qui n'est pas monétaire

L'industrie des composants électroniques n'est pas épargnée non plus par la hausse des cours. Kaïs Bellil, directeur général de TTE international, a affirmé que les prix des principales matières premières utilisées pour la fabrication des circuits imprimés, à savoir le plastique technique et le cuivre, ont connu une forte hausse. "Cette augmentation couplée à un lead time qui a quasi doublé en raison des perturbations de la production ont pénalisé les industriels et toute la chaîne est impactée. La pente est brutale", a-t-il précisé.

De son côté, Fériel Ouerghi, professeur à l'Ecole supérieure économique et commerciale de Tunis, a souligné que l'augmentation des prix des matières premières va impacter la compétitivité du site Tunisie, étant donné que le pays est importateur de matières premières. Les recettes des exportations vont baisser et il y aura une dépréciation de la monnaie locale. L'économiste a affirmé que, dans ce cas, il y aura une inflation non monétaire, mais par matière première. "Il faut une intervention de la BCT pour se préparer, dès maintenant, à des pressions inflationnistes mais aussi pour stabiliser le taux de change qui sera perturbé par la baisse des entrées de devises", a-t-elle estimé.